

UTOPIES[©]

X

JCDecaux

JUILLET 2026



EMPREINTE SOCIO- ÉCONOMIQUE EN FRANCE ET DANS LE MONDE EN 2025

**La chose
la plus difficile
est la décision
d'agir, le reste
n'est que ténacité.**

Amelia Earhart



SOMMAIRE

1 Méthodologie &
périmètre de l'étude

2 Principaux résultats
dans le monde

3 Focus sur JCDecaux en
France

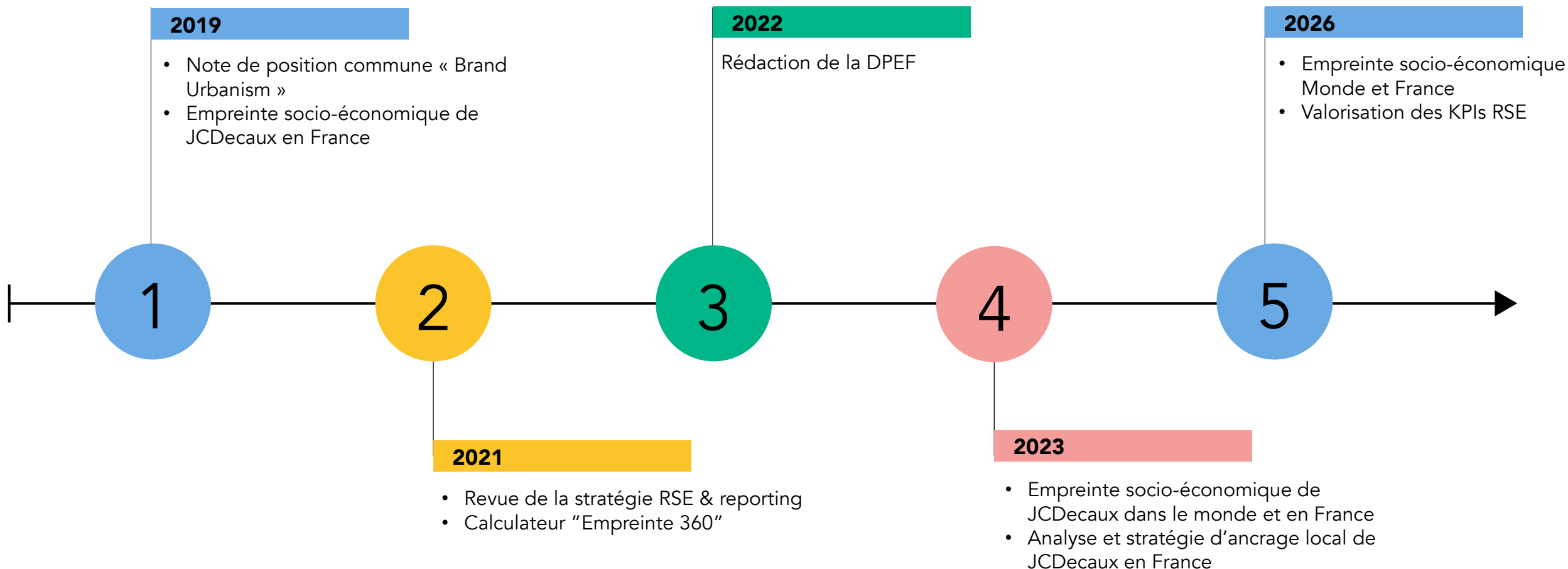
4 L'influence de
JCDecaux dans la
Métropole de Toulouse

5 Prochaines étapes

6 Annexes

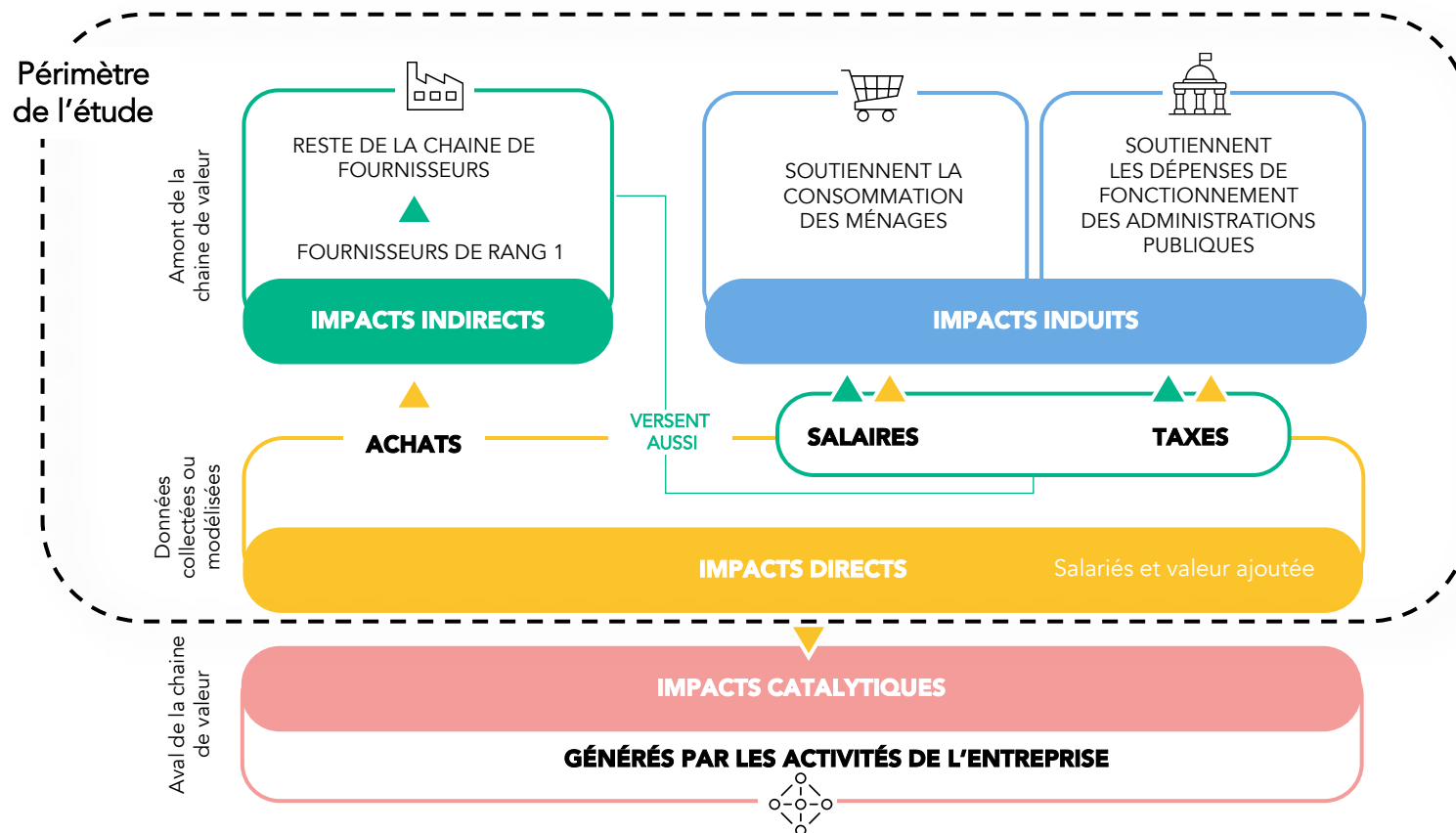
1 MÉTHODOLOGIE ET PÉRIMÈTRE DE L'ÉTUDE

DE NOMBREUSES ANNÉES DE COLLABORATION ENTRE JCDECAUX ET UTOPIES





LOCAL FOOTPRINT® **modélise le fonctionnement de l'économie mondiale et permet de quantifier les retombées économiques de votre activité** sur la base des flux monétaires injectés par JCDecaux dans l'économie mondiale (achats, valeur ajoutée, salaires, taxes).



UN MODÈLE LEADER SUR LE MARCHÉ

PAR SA FINESSE SECTORIELLE

LOCAL FOOTPRINT® couvre 380 secteurs d'activité

PAR SA FINESSE GÉOGRAPHIQUE

Un modèle monde et des modèles régionaux ; et la **possibilité de détailler les impacts jusqu'à la maille communale en France**, et départementale

PAR SA ROBUSTESSE

L'équipe est rompue aux exercices de rigueur et de contrôle qualité, ayant eu différents regards externes sur ces modélisations et missions depuis 2012 par des instances privées ou publiques :



L'outil a été utilisé sur nos plus de 500 références, dans tous les secteurs





Note méthodologique générale
LOCAL FOOTPRINT®
& description du modèle FRANCE

Confidentiel – ne pas diffuser

Préambule

UTOPIES a développé en 2014 une méthodologie unique en France de mesure d'empreinte socio-économique. L'innovation continuellement réalisée depuis lors a permis à cette méthode d'être utilisée par plus de 500 références, et a été auditée à plusieurs reprises par différents cabinets externes ou par diverses contre-expertises (l'INSEE ou par la Délégation Interministérielle aux JOP).

Du fait de cette R&D continue (l'outil a évolué de 35 secteurs à 380 secteurs en différentes étapes), les descriptions de cette note méthodologique peuvent continuer de faire référence à des modèles précédents, même si elles restent appliquées aux plus récents. Cette note a surtout vocation à détailler les concepts sous-jacents et les méthodologies de calculs propres au modèle et à sa démarche.



Note méthodologique
LOCAL FOOTPRINT®
MONDE

Confidentiel – ne pas diffuser

Préambule

UTOPIES a développé en 2014 une méthodologie unique de mesure d'empreinte socio-économique. L'innovation continuellement réalisée depuis lors a permis à cette méthode d'être utilisée par plus de 500 références.

Du fait de cette R&D continue (l'outil a évolué de 35 secteurs à 380 secteurs en différentes étapes), il est possible que certaines descriptions continuent de faire référence à des modèles précédents. Cette note a surtout vocation à détailler les concepts sous-jacents et les méthodologies de calculs propres au modèle et à sa démarche.

UTOPIES®

**The contribution of the local
multiplier effect to regional
development**

The example of the United States

WHITE PAPER

JANUARY 2018

Arnaud Florentin

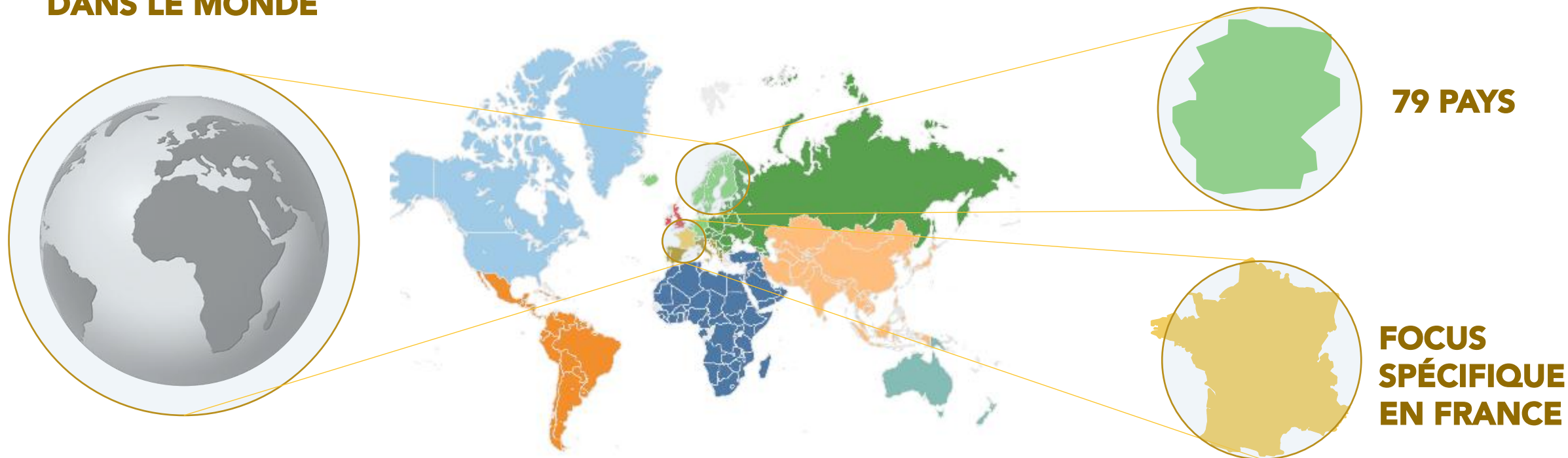
Economist and Associate Director at UTOPIES

Boris Chabanel

Geographer and expert in local economics at UTOPIES

JCDcaux a mandaté EY afin d'auditer cet exercice d'empreinte socio-économique. A ce titre, UTOPIES a transmis 3 notes méthodologiques ainsi qu'une table de passage interne. Deux ateliers de questions-réponses ont été faits, ainsi que la réponse à une liste de questions posées par EY

DANS LE MONDE



Les impacts de l'activité de JCDecaux sont calculés dans le monde (maille pays), avec un focus spécifique sur l'activité de JCDecaux en France.

2 PRINCIPAUX RÉSULTATS DANS LE MONDE

CHIFFRES CLÉS

RÉSULTATS DÉTAILLÉS

RÉSULTATS DE L'EMPREINTE SOCIO-ÉCONOMIQUE DANS LE MONDE EN 2025

183 460

**EMPLOIS SOUTENUS
PAR L'ACTIVITÉ DE JCDECAUX
DANS LE MONDE EN 2025**

Les emplois sont exprimés en ETP (Equivalent Temps Plein), et arrondis à la dizaine

Soit **0,009%** des emplois mondiaux, estimés à 2,14 milliards par l'Organisation Internationale du Travail

+53%
Par rapport
à 2022 (119 920
ETP soutenus)



RICHESSSE GÉNÉRÉE

7 294 M€

**DE CONTRIBUTION AU PIB
DE L'ACTIVITÉ DE JCDECAUX
DANS LE MONDE EN 2025**

Coefficients multiplicateurs

EMPLOI

x 15,4

Le coefficient multiplicateur en emplois de JCDecaux dans le monde vaut 15,4 : pour 1 emploi direct de JCDecaux, 14,4 emplois supplémentaires sont soutenus dans le monde.

PIB

x 3,7

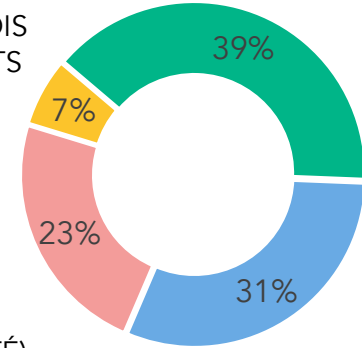
Le coefficient multiplicateur en PIB de JCDecaux dans le monde vaut 3,7 : pour chaque € de VA créé par JCDecaux, 2,7 € supplémentaires de VA sont générés dans le monde.

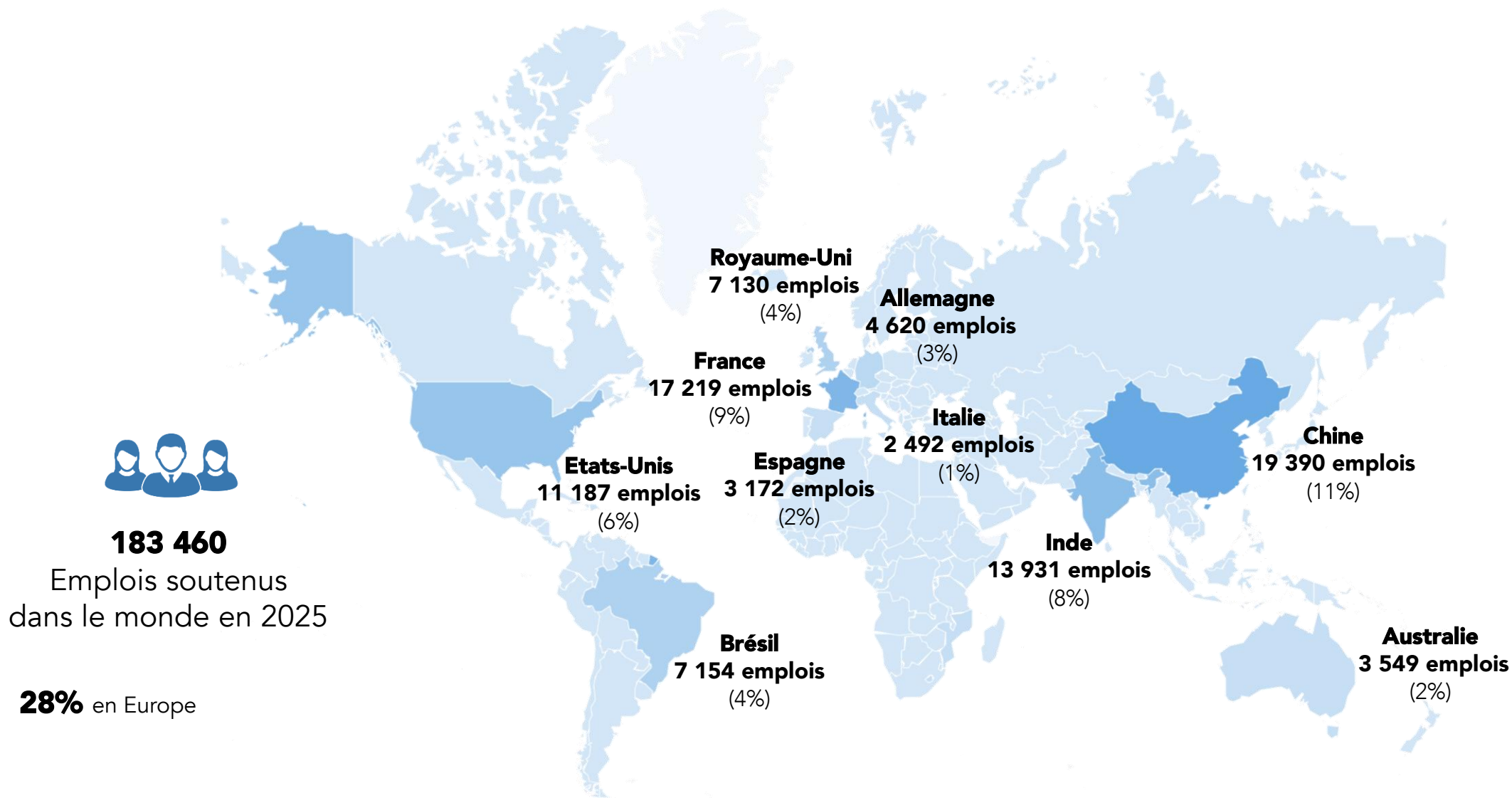
11 894
EMPLOIS
DIRECTS

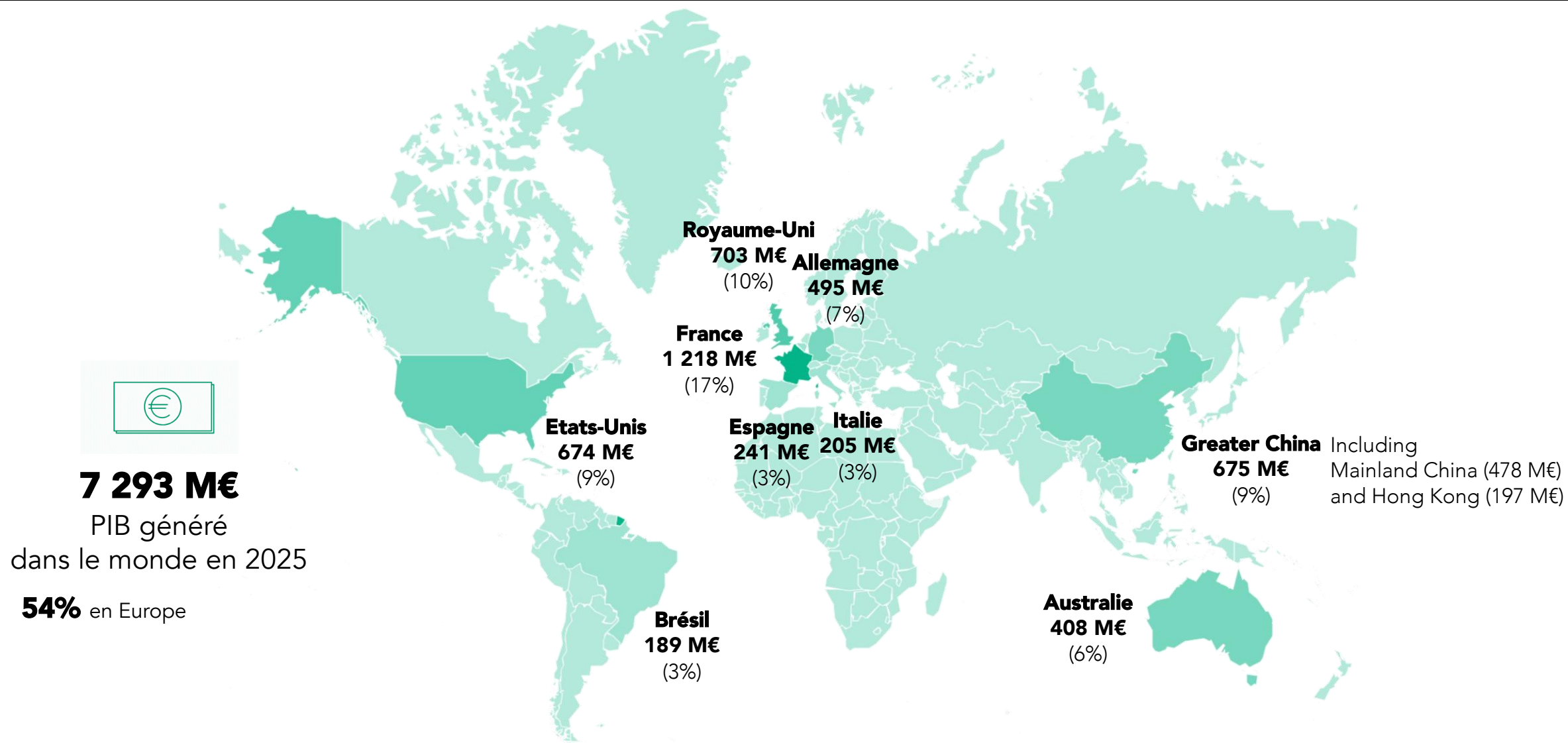
72 336
EMPLOIS
INDIRECTS

42 711
EMPLOIS
INDUITS
(FISCALITÉ)

56 516
EMPLOIS
INDUITS
(REVENUS)

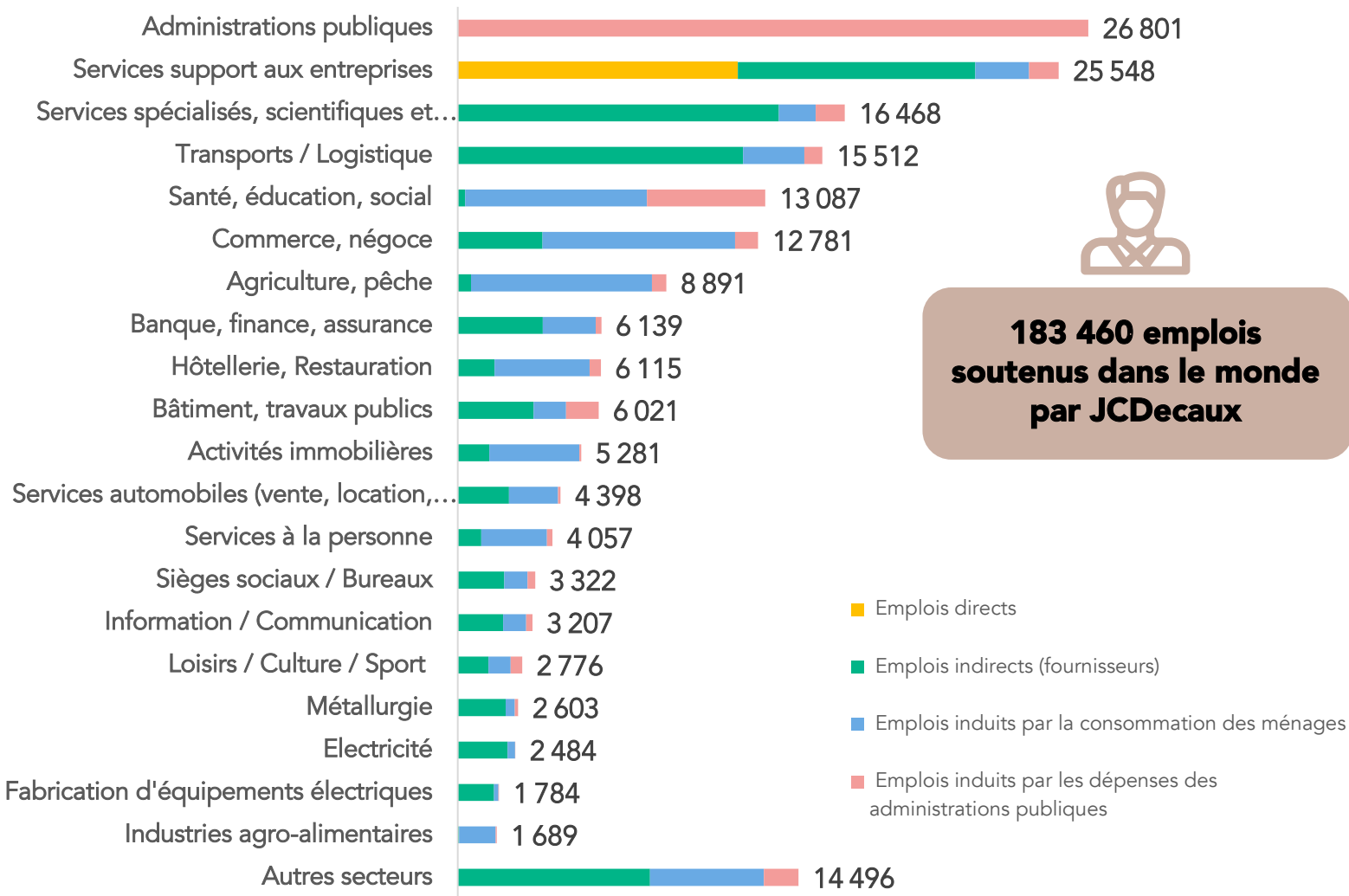






RÉPARTITION DES EMPLOIS SOUTENUS DANS LE MONDE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ ET TYPE D'IMPACT

Répartition des emplois soutenus par secteur et type d'emploi



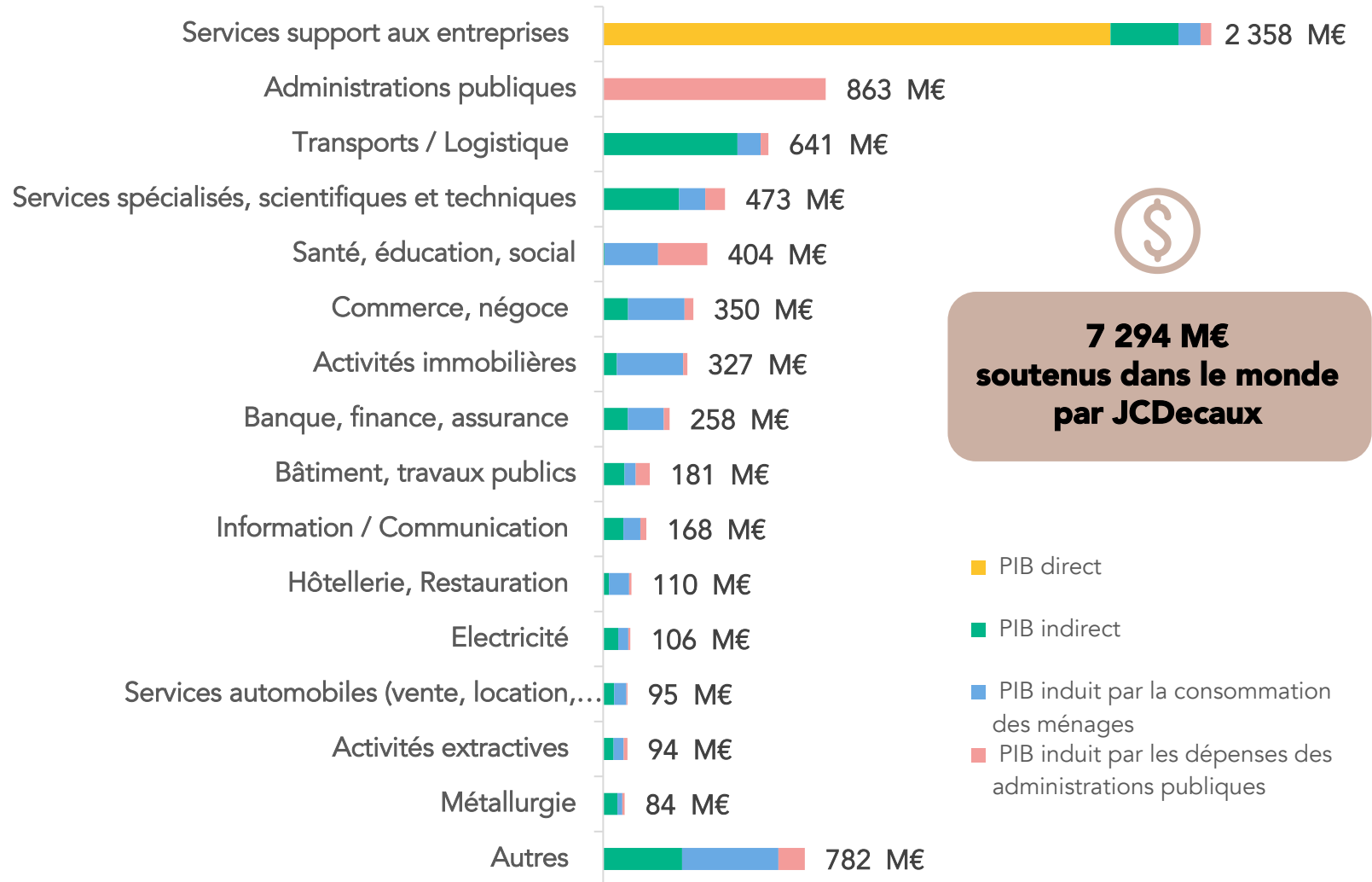
Le secteur des services supports aux entreprises bénéficie de 14% des emplois soutenus dans le monde, principalement du fait des emplois directs de JCDecaux, le secteur de la publicité appartenant à cette catégorie.

Il est devancé par le secteur des administrations publiques (15%) puis est suivi par le secteur des services spécialisés, scientifiques et techniques (9%) et du transport et de la logistique (8%).

Les emplois soutenus dans les secteurs fournissant des biens et services à JCDecaux sont principalement indirects (transports et logistique ; services spécialisés, scientifiques et techniques ; services supports aux entreprises).

A l'inverse, les emplois soutenus dans le secteur des administrations publiques, du commerce, de l'agriculture, de l'hôtellerie et restauration, des activités immobilières, sont principalement induits.

Répartition du PIB soutenu par secteur et type d'impact



Le secteur des services support aux entreprises bénéficie de 32% des impacts en termes de contribution à la création de PIB, principalement du fait de la valeur ajoutée directe de JCDecaux, qui représente 27% de la contribution au PIB de l'entreprise dans le monde. Suivent les secteurs des administrations publiques (12%), des transports et logistiques (9%) et des services spécialisés, scientifiques et techniques (6%).

La contribution au PIB dans les secteurs fournissant des biens et services à JCDecaux est principalement indirecte (transports et logistique ; services spécialisés, scientifiques et techniques).

A l'inverse, la contribution au PIB dans le secteur des administrations publiques, de la santé et de l'éducation, du commerce et de la banque, finance et assurance, est principalement induite.

3 FOCUS SUR JCDECAUX EN FRANCE

RÉSULTATS DÉTAILLÉS
PAR ENTITÉS FRANÇAISES

16 150

EMPLOIS SOUTENUS
PAR L'ACTIVITÉ DE JCDECAUX
EN FRANCE EN 2025

Les emplois sont exprimés en ETP (Equivalent
Temps Plein), et arrondis à la dizaine

Soit 0,05% des ETP en France,
estimés à 29,5 millions par l'INSEE dans les
Comptes de la Nation 2025

+10%
Par rapport
à 2022 (14 670
ETP soutenus)



RICHESSSE GÉNÉRÉE

1 197 M€

DE CONTRIBUTION AU PIB
DE L'ACTIVITÉ DE JCDECAUX
EN FRANCE EN 2025

Coefficients multiplicateurs

EMPLOI

x 5,0

Le coefficient multiplicateur en
emplois de JCDecaux dans le
monde vaut 5,0 : pour 1 emploi
direct de JCDecaux, 4 emplois
supplémentaires sont soutenus
en France.

PIB

x 2,8

Le coefficient multiplicateur en
PIB de JCDecaux dans le monde
vaut 2,8 : pour chaque € de VA
créé par JCDecaux, 1,8 €
supplémentaires de VA sont
générés dans le monde.

3 244
EMPLOIS
DIRECTS

20%

3 169
EMPLOIS
INDIRECTS

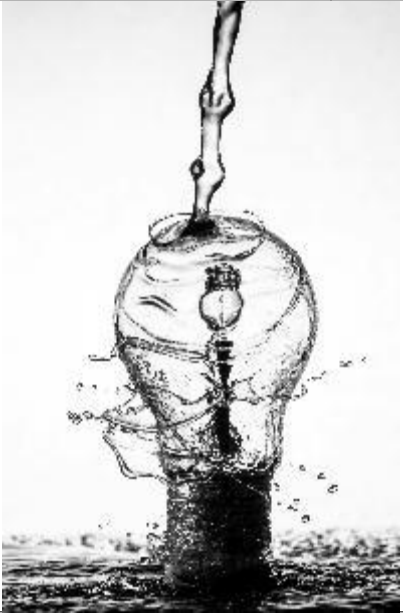
20%

4 902
EMPLOIS
INDUITS
(FISCALITÉ)

30%

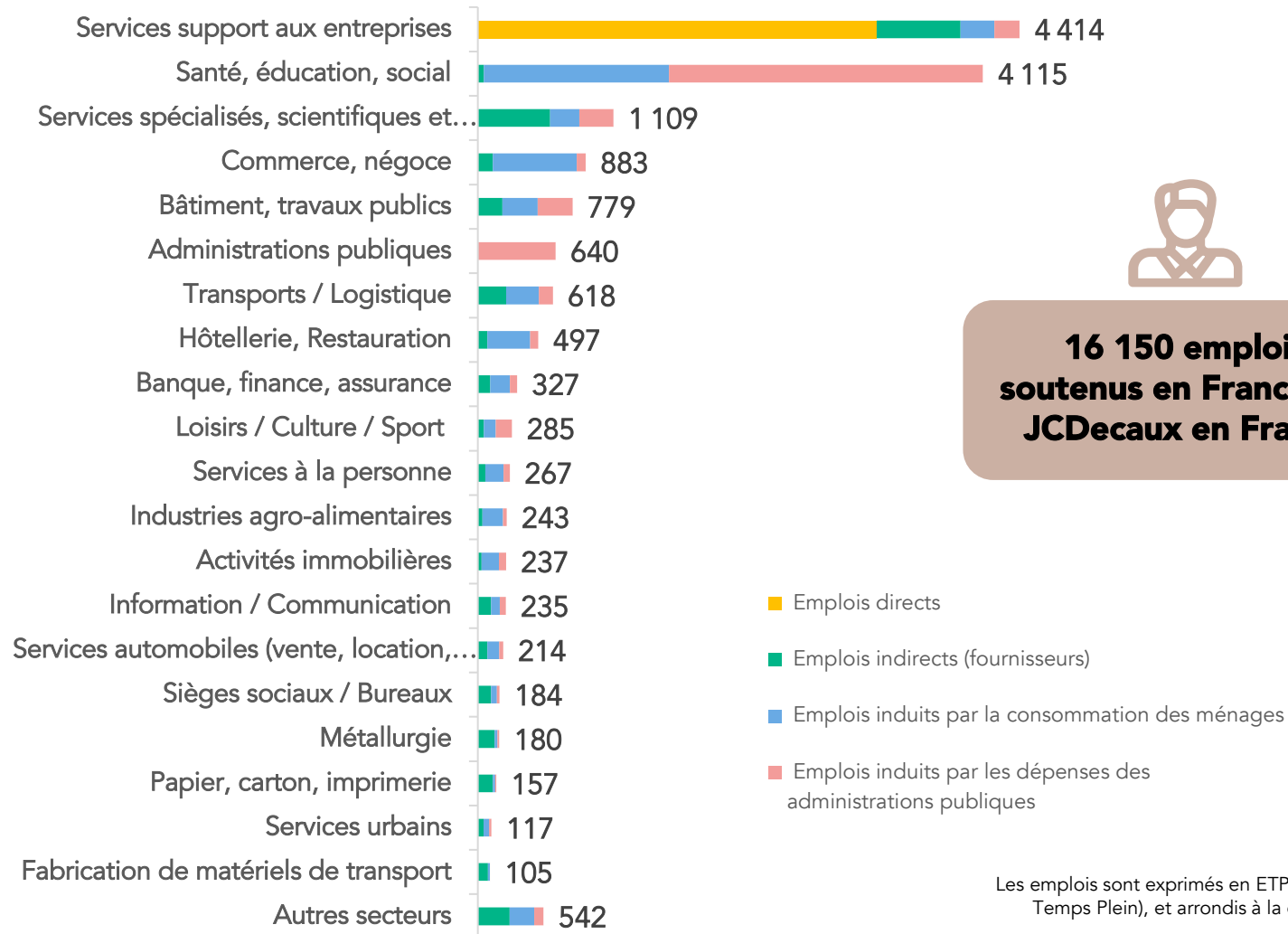
4 833
EMPLOIS
INDUITS
(REVENUS)

30%



JCDECAUX EN FRANCE: EMPLOIS SOUTENUS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ ET TYPE D'IMPACT (EN FRANCE)

Répartition des emplois soutenus par secteur et type d'emploi



**16 150 emplois
soutenus en France par
JCDecaux en France**

Les emplois sont exprimés en ETP (Equivalent Temps Plein), et arrondis à la dizaine.

Le secteur des services support aux entreprises bénéficie de 27% des emplois soutenus en France, principalement du fait des emplois directs de JCDecaux en France. Suivent ensuite le secteur de la santé, de l'éducation et du social (25%), puis celui des services spécialisés, scientifiques et techniques et du commerce (7% et 5%).

Les emplois soutenus dans les secteurs fournissant des biens et services à JCDecaux sont principalement indirects (services spécialisés, scientifiques et techniques ; transports et logistiques). A l'inverse, les emplois soutenus dans les secteurs de la santé et de l'éducation, du commerce et négoce, et des administrations publiques sont principalement induits.

Si JCDecaux en France soutient 16 150 emplois en France, JCDecaux dans son ensemble soutient 17 220 emplois en France. Ce sont les autres entités de JCDecaux qui par leurs achats sont à l'origine de ces 1 070 emplois supplémentaires soutenus en France.

6 Définitions et Limites de l'étude

Représenter l'économie de la façon la plus réaliste possible

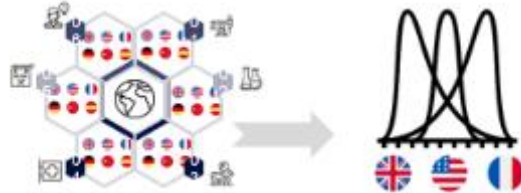
1

**ANALYSE DE NOMBREUSES
SOURCES DE DONNÉES
ÉCONOMIQUES
MONDIALES ET LOCALES**



2

**ALGORITHME DE CALIBRAGE
GRÂCE AUX SPÉCIFICITÉS
NATIONALES ET AUX ÉCHANGES
(IMPORTS/EXPORTS)**



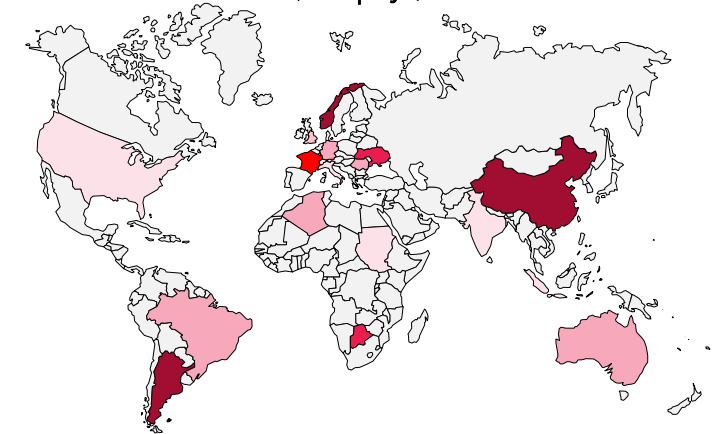
	PRODUCTION FUNCTION								CONSUMPTION FUNCTION							
	S1	S2	S3	S378	S1	S2	S3	S378	S1	S2	S3	S378	Pub Admin	Pub Admin	Pub Admin	Pub Admin
Country n°1	Sector 1	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
	Sector 2	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
	Sector 3	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
	Sector 378	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Country n°119	Sector 1	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
	Sector 2	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
	Sector 3	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
	Sector 378	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Country n°220	Sector 1	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
	Sector 2	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
	Sector 3	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
	Sector 378	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
VALUE ADDED (wages, taxes, profits, ...)	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
TOTAL	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

3

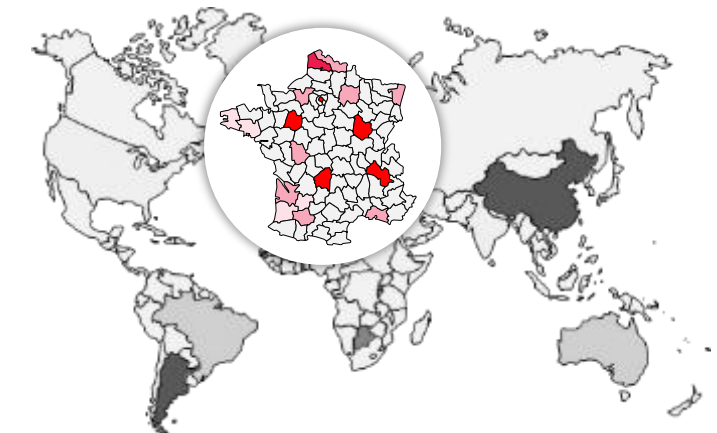
**UTILISATION
D'ÉQUIVALENCES MONÉTAIRES
ENVIRONNEMENTALES
ET SOCIO-ÉCONOMIQUES**



UN MODÈLE MONDE...
(220 pays)



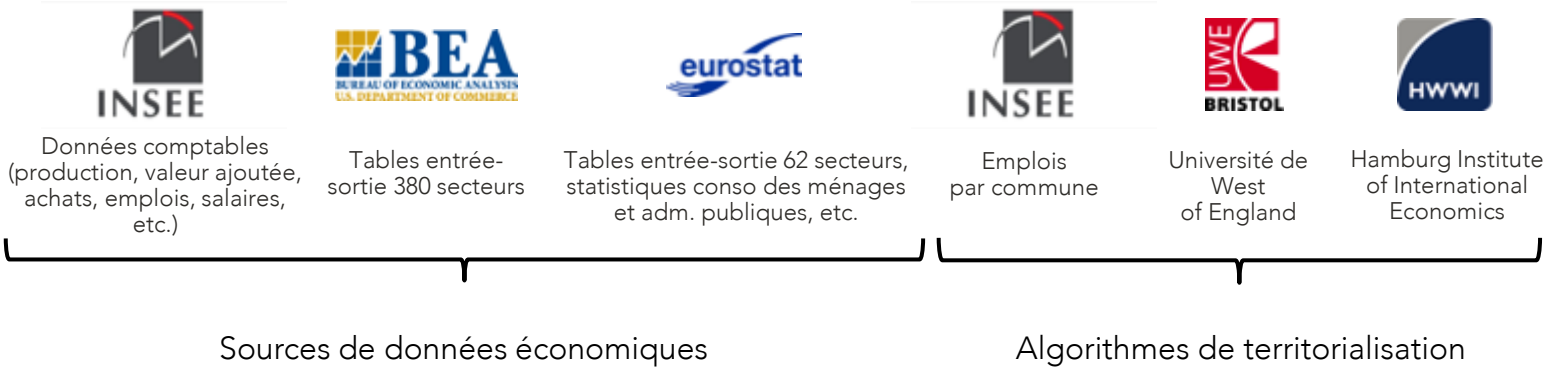
.. ET DES MODÈLES RÉGIONAUX
(détails par région, département, commune...)



LOCAL FOOTPRINT® couvre **220 pays** (regroupement par zones géographiques possibles) et **380 secteurs économiques**.

LA CONSTRUCTION D'UN MODÈLE UNIQUE À 380 SECTEURS, CALIBRÉ PAR TERRITOIRE

Le modèle LOCAL FOOTPRINT® MONDE est construit à partir des statistiques nationales et sectorielles (Insee), de la table entrées-sorties la plus détaillée au monde sur 380 secteurs (source BEA) et des travaux en économie régionale de l'université de Bristol. Quelques sources utilisées pour construire le modèle : Base Sirène de l'INSEE, CLAP, Esane, Douanes, etc.



UNE MÉTHODOLOGIE AUDITÉE ET INSPIRANTE POUR NOS CONCURRENTS



L'outil LOCAL FOOTPRINT® développé par Utopies permet de simuler les impacts d'une activité dans l'économie, en fonction de chaque territoire et de chaque secteur d'activité impacté. Les répercussions des flux monétaires sortant de différentes entreprises sont ainsi tracées dans 380 secteurs économiques et 220 pays



Etude AccorHotels réalisée avec LOCAL FOOTPRINT® MONDE



Etude EDF réalisée avec LOCAL FOOTPRINT® FRANCE



Contre Expertise de l'INSEE sur les résultats de l'étude d'impact de l'ADP

LA COMPLEXITÉ DE LA MODÉLISATION IMPLIQUE CERTAINES HYPOTHÈSES FAITES DANS LA CONCEPTION DU MODÈLE LFP®, LES PLUS IMPORTANTES SONT PRÉSENTÉES ICI :

- Pour évaluer les montants de taxes par secteur, nous mobilisons la base Esane de l'INSEE afin de calculer un ratio de taxes par production pour chacun des secteurs, hors agriculture (AGRESTE) et finance (Eurostat).
- L'impact est calculé pour une année N, cependant les données mobilisées proviennent de l'année N-1. Cette pratique est admise par convention, mais ne prend pas en compte la chronologie des dépenses réelles.
- Pour un secteur donné, une même fonction de production est appliquée à différents pays, même à priori différents, plutôt que de réduire le fonctionnement économique de ces pays à quelques dizaines de secteurs. Ce choix se fonde sur une comparaison des impacts des modèles Eora et LFP®.
- Les montants des achats sur une année N pour un type de support ne sont pas forcément représentatifs de l'investissement fait sur celui-ci sur plusieurs années, le modèle n'intégrant que les flux de l'année considérée.

Emplois soutenus

Les emplois indirects et induits estimés dans cette étude sont des emplois salariés et non-salariés, privés et publics, soutenus à 100%, et exprimés en « emploi-année personne » (ou Equivalent Temps Plein) tenant compte du nombre d'heures normalement travaillées par une personne pendant un an dans le secteur concerné. Les emplois directs sont également comptabilisés comme des emplois soutenus, exprimés en ETP.

PIB généré

Le PIB total généré par l'activité du site est la somme de la valeur ajoutée du site et de la valeur ajoutée indirecte provenant des achats de biens et services intermédiaires aux fournisseurs (et des achats des fournisseurs à leurs fournisseurs), des dépenses finales des salariés du site et des fournisseurs, de la dépense finale des administrations publiques permise par les recettes fiscales provenant des impôts directs et indirects versés par le site, la chaîne des fournisseurs, les entreprises auxquelles les ménages adressent leurs dépenses, et les ménages eux-mêmes (TVA).

Production

Activité exercée sous le contrôle et la responsabilité d'une unité institutionnelle qui combine des ressources en main-d'œuvre, capital et biens et services pour fabriquer des biens ou fournir des services, et résultat de cette activité.

Production marchande. Production écoulee ou destinée à être écoulee sur le marché. Elle comprend : les produits vendus à un prix économiquement significatif (un prix couvrant plus de 50 % des coûts de production); les produits troqués ; les produits utilisés pour effectuer des paiements en nature, y compris les rémunérations des salariés en nature ; les produits livrés par une unité d'activité économique locale à une autre unité d'activité économique locale appartenant à la même unité institutionnelle et destinés à être utilisés par cette dernière pour sa consommation intermédiaire ; les produits ajoutés aux stocks de biens finis et de travaux en cours, destinés à une ou plusieurs des utilisations précédentes.

Production non marchande. Production correspondant à la fourniture d'un produit ou d'un service gratuitement ou dont le prix n'excède pas la moitié du coût de production (comprend la production des administrations publiques).

Emplois directs

Ce sont les salariés de l'entreprise.

Emplois indirects auprès des fournisseurs

Ce sont les emplois correspondant aux achats de biens et services effectués par les sites étudiés auprès de ses fournisseurs (les consommations intermédiaires). Ces fournisseurs (dits de rang 1) s'adressent eux-mêmes à leurs propres fournisseurs afin de produire ces biens et services (les fournisseurs appartiennent aux différents secteurs de l'économie). Cette demande adressée à chacun des fournisseurs entraîne une activité de production additionnelle qui nécessite l'utilisation de facteurs de production (capital et travail) pour être réalisée. La valeur ajoutée ainsi créée se décompose en bénéfices, salaires (qui ont un équivalent en emplois), impôts et subventions.

Emplois induits par la consommation des ménages

Ce sont les emplois correspondant aux achats de biens et services effectués par les ménages. Les salaires versés aux collaborateurs des sites étudiés et à la chaîne des fournisseurs sont dépensés (pour partie) en achats de biens et services, et cette demande finale adressée aux entreprises du système productif se traduit par une production additionnelle nécessitant des facteurs de production pour être réalisée, et la valeur ajoutée ainsi créée se décompose en bénéfices, salaires (avec équivalents emplois), impôts et subventions. Les emplois « induits » sont déterminés de la même manière que les emplois indirects.

Emplois induits par les dépenses des administrations publiques

Ce sont les emplois correspondant aux achats de biens et services effectués par les administrations publiques auprès des secteurs du système productif. Les impôts directs versés par le site, les fournisseurs du site, les entreprises auxquelles les ménages adressent leurs dépenses et les impôts indirects versés par les ménages correspondent à des recettes fiscales à l'actif des administrations publiques. Ces recettes sont ensuite dépensées en achats de biens et services adressées aux entreprises des différents secteurs du système productif. Le nombre d'emplois induits par cette dépense publique est calculé de la même manière que les emplois indirects et les emplois induits par la dépense privée.

Pourquoi évaluer notre empreinte socio-économique ?

Évaluer notre empreinte socio-économique, c'est chercher à mieux comprendre nos impacts au-delà de notre activité directe. C'est faire preuve de transparence sur notre modèle économique et objectiver nos contributions aux économies régionales via nos commandes fournisseurs, les dépenses de nos salariés et les taxes et impôts que nous versons. Mieux comprendre, c'est prendre conscience, pouvoir mieux expliquer, mieux dialoguer avec nos parties prenantes et nous améliorer.

Concrètement, comment fonctionne le modèle d'évaluation LOCAL FOOTPRINT® ?

Sur la base des dépenses d'achats, de salaires et de taxes que nous avons fournis, le modèle LOCAL FOOTPRINT®, en reproduisant le plus fidèlement possible le fonctionnement de l'économie française, suit à la trace chaque euro que nous dépensons auprès d'un acteur économique. Par exemple : pour 100 euros dépensés chez un prestataire informatique, X euros serviront à payer les salaires, Y euros aux consommations intermédiaires, etc...

Ainsi, LOCAL FOOTPRINT® estime combien d'emplois sont nécessaires pour répondre à nos commandes, à la consommation des ménages ou aux dépenses publiques que nous soutenons, et parallèlement combien d'activité économique et de valeur ajoutée est créée ou maintenue dans l'économie. LOCAL FOOTPRINT® fonctionne sur toute la chaîne de fournisseurs : nos fournisseurs de premier rang, leurs fournisseurs, les fournisseurs de leurs fournisseurs, etc. A chaque dépense est ajoutée la probabilité qu'elle soit faite sur un territoire ou un autre en fonction des forces économiques des territoires et de où est effectuée la dépense au départ.

L'empreinte économique ainsi obtenue quantifie localement, par secteur d'activité économique, en emplois et en euros, l'activité de notre entreprise dans les régions et valorise ses interactions avec les acteurs de ses territoires.

Tous ces emplois existent grâce à nous ? Et si nous n'existions pas ?

Il ne faut pas confondre emplois créés et emplois soutenus. Nous créons nos emplois directs mais nous ne faisons que soutenir les emplois de nos fournisseurs grâce à nos commandes, ces emplois peuvent dépendre en grande partie de notre activité et nous en sommes indirectement responsables. Cependant, si nous n'existions plus, l'économie serait probablement déstabilisée mais sans doute d'autres acteurs émergeraient et il est probable que nos fournisseurs travailleraient pour d'autres clients...

Quelle est la marge d'erreur ?

Il est important de rappeler que LOCAL FOOTPRINT® n'est pas la réalité du circuit économique local mais une représentation « vraisemblable » qui cherche à approcher le plus finement possible cette réalité. Comme il n'existe aucun point de repère en termes de comptabilité économique locale, la marge d'erreur est très difficile sinon impossible à évaluer précisément sur un petit périmètre géographique. Par ailleurs, un circuit économique local n'est pas figé, il peut rester stable au global mais être très instable si l'on regarde l'évolution annuelle de chaque nœud d'échange. Un marché qui s'organise autour d'un ou quelques vendeur(s) / acheteur(s) peut évoluer très vite au profit de l'économie locale ou des « importations ».

Compte tenu des marges d'erreur des données issues d'enquêtes nationales et des différentes marges d'erreurs moyennes estimées, mais aussi des contraintes comptables et des contraintes de vraisemblance qui ont accru le niveau de fiabilité des données, nous pouvons estimer une marge d'erreur moyenne entre 10 et 20%, avec une incertitude maximale à 25% pour les micro-nœuds d'échange et/ou initialement mal suivis par la comptabilité nationale (certains échanges intra-groupes, nouveaux investissements, ...) et une incertitude minimale (5%) pour les nœuds d'échange très denses, relativement stables dans le temps ou très « présentiel » (des services non marchands ou avec un marché local peu concurrencé).

Comment améliorer notre empreinte économique sur les territoires ?

Ré-enraciner leurs activités dans les territoires pour qu'ils soient les plus vivants possible économiquement et soutiennent véritablement un niveau de vie décent pour leurs habitants fait partie des attentes principales des citoyens envers les entreprises. Vous pouvez améliorer votre impact en augmentant votre part d'achats locaux, en favorisant l'implantation d'activités qui répondent à vos besoins et ceux du territoire (formation, essaimage, soutien à l'entrepreneuriat) pour que non seulement plus d'euros soient dépensés dans votre région, mais qu'ils y restent. De nombreux leviers sont actionnables à l'échelle de votre gouvernance salariale, chez vos fournisseurs ou avec d'autres acteurs du territoire.

Les limites de l'étude

L'étude quantifie uniquement l'ordre de grandeur du poids économique brut de l'activité de l'entreprise au périmètre de l'étude, de manière directe, indirecte et induite sur la base des montants monétaires analysés et fournis par la société. Des retraitements ont été effectués par Utopies comme précisé en annexe, et un outil de modélisation a été utilisé pour évaluer l'ordre de grandeur des retombées. L'impact net de ces activités sur le territoire, en tenant en compte des éventuelles cannibalisations sur d'autres acteurs économiques n'a pas été quantifié. Par ailleurs, les surcroits de performance liés à un accroissement de la productivité et de la compétitivité du territoire n'a pas été mesuré dans cette étude. L'étude n'a pas non plus tenu compte des retombées économiques à l'étranger, ni d'effet 'boomerang' (des retombées qui reviendraient impacter par la suite la France).

Par ailleurs, l'étude ne quantifie ni les retombées socio-économiques liées aux conséquences de l'activité des sites sur son environnement proche ou lointain, sur le changement climatique ou la pollution de l'air, sur l'atteinte à des écosystèmes naturels ou la biodiversité ; ni les coûts évités pour les communautés locales par les activités de l'entreprise.

Une empreinte économique valorise la relation entre une entreprise, ses parties prenantes et son tissu économique sous-jacent. Les emplois soutenus valorisés correspondent à des emplois financièrement soutenus par l'entreprise, qui s'inscrit elle-même dans une logique d'interdépendance. En d'autres termes, elle est dépendante des autres secteurs en ce sens où elle est elle-même l'impact d'un autre secteur. Utopies apporte ainsi un éclairage approfondi sur la dépendance du tissu national, local à l'entreprise et fournit une vision élargie de sa responsabilité sociale.

Les limites du modèle LOCAL FOOTPRINT®

LOCAL FOOTPRINT® est un outil statistique d'évaluation de l'impact socio-économique de type RIMS (Regional Input-Output Multipliers) développé par Utopies. En agrégeant différents modules d'analyse territoriale et sectoriel en complément de tables Entrées-Sorties, le modèle d'Utopies reproduit de manière la plus vraisemblable possible le fonctionnement de l'économie des territoires- selon le processus de propagation de la demande. Ce modèle a recours ainsi à différentes sources:- les données statistiques d'Eurostat, de l'INSEE et du BEA avec un niveau de détail sur 380 secteurs - un calibrage local effectué en tenant compte de la particularité de la zone analysée (données INSEE d'emplois par secteur d'activités) et tenant compte des coefficients de localisation (Université de Bristol). Les statistiques du US Bureau of Economic Analysis servent ainsi de source initiale sur le fonctionnement de l'économie d'un pays avec un détail sectoriel important, et cette représentation de l'économie américaine est ensuite calibrée sur la France grâce aux sources citées précédemment.

Une analyse d'impact économique rigoureuse demande une bonne connaissance du fonctionnement du modèle utilisé, mais aussi une capacité d'interpréter les résultats obtenus en fonction des limites et des hypothèses inhérentes au modèle utilisé : La fiabilité des résultats du modèle dépend de la fiabilité des données des tableaux entrées, sorties, tableaux qui sont par ailleurs une représentation comptable des interactions économiques pour une année donnée.

Comme tout modèle Entrées-Sorties, il ne prend donc pas en considération la notion de temps. Il s'agit d'une représentation 'statique' de l'économie à un instant t, à la suite de « choc » de dépenses. La fonction de production d'un secteur d'activité donné est fixe et il y a absence d'économie d'échelle. Le modèle ne tient pas compte du phénomène de rareté des ressources. LOCAL FOOTPRINT® est un modèle linéaire. Toutes choses étant égales par ailleurs, un choc de 10M€ d'un secteur productif est égal à 10 chocs de 1M€ du même secteur.

Enfin, dans le cas du modèle Monde, les fonctions de production décrivant comment un secteur s'approvisionne auprès des autres secteurs de l'économie sont basées sur celles des Etats-Unis fournies par le US Bureau of Economic Analysis (à 378 secteurs). Dans le cas de la France, de la Belgique, du Brésil, de la Suisse, du Portugal et de tous les autres pays couverts par les données FIGARO d'Eurostat (ce qui représente 88% du PIB mondial), ces coefficients « génériques » sont affinés pour prendre en compte les spécificités économiques locales.

Production

Dans les tableaux fournis par LOCAL FOOTPRINT®, la « production », toujours exprimée en euros, correspond à deux types d'opérations :

- Au niveau d'activité annuel des 380 secteurs qui composent le modèle, secteurs qui combinent des ressources en main-d'œuvre, capital et biens et services pour fabriquer des biens ou fournir des services ;

- À la valeur annuelle d'un nœud d'échange entre deux secteurs ou acteurs économiques : entreprises, associations, administrations publiques ou ménages.

Dans les deux cas, l'évaluation ne porte pas forcément sur les recettes ou le chiffre d'affaires mais le revenu que la production génère, indépendamment de la vente, ou non, de ce bien ou service.

Concrètement, la production dite « marchande » (destinée à être vendue sur un marché) est évaluée sans les marges commerciales. LOCAL FOOTPRINT® évalue des « prix producteurs » ou « prix de base » (ce qui revient in fine au producteur du bien ou service) et non des « prix acheteurs » ou « prix de marché » (englobant des marges commerciales ou de transport et payés par l'acheteur). Pour une entreprise qui distribue ses produits via un réseau de négociants ou détaillants, la production correspondra à ce qui lui revient après les marges d'intermédiation et taxes. Pour une activité commerciale (gros, détail, régie, autres activités de revente) la production correspond à la « marge brute » (au fonctionnement de l'activité commerciale et non à la vente de marchandises). A ce titre, les achats des activités commerciales n'incluent pas les achats de marchandises destinées à être revendues (mais uniquement les biens et services permettant le fonctionnement normal du commerce).

Les activités productives des banques sont leurs activités d'analyse des risques, de conseil, de gestion. La production de services bancaires inclut deux éléments :

- Les commissions, qui sont enregistrées en tant que « services facturés » ;
- Les intérêts sur les dépôts de leurs clients et sur les prêts (crédits) qu'ils leur accordent.

En revanche la production bancaire n'inclut pas les plus ou moins-values liées à la détention d'actifs financiers.

La production des assurances ne peut se confondre à leur chiffre d'affaires car une partie importante de celui-ci sert à couvrir les risques assurés. La production des services d'assurances-dommages se calcule en prenant les primes nettes (primes brutes – indemnités versées) et en y ajoutant les revenus de la propriété attribué aux assurés (placement des primes entre le moment où la prime d'assurance est payée et le moment où le sinistre est effectivement payé)

Puisque qu'elle ne peut pas être valorisée à partir de son prix, la production dite "non marchande" du secteur public et des associations offrant des services gratuits (ou à prix minoré) est par convention estimée aux coûts de production : achats, investissements et salaires. Les administrations publiques peuvent également avoir des unités marchandes vendant des biens et services sur le marché. La production de ces unités est évaluée à leur prix sur le marché, plus précisément à leur prix de base.

La production est estimée annuellement, sur 12 mois, hors taxes, à prix courant avant imposition et hors subventions publiques (Etat, collectivités locales ou Union Européenne).

Emplois

Les emplois évalués par LOCAL FOOTPRINT® :

- Sont mesurés en termes d'équivalents temps plein (ETP) au 31 décembre de l'année étudiée ;
- Incluent les emplois salariés et non salariés (artisans, professions libérales, ...), quel que soit le contrat de travail, dans le secteur privé, associatif ou public (y compris les emplois domestiques, emplois dont l'employeur est un ménage).

Dans les tableaux fournis par Local FOOTPRINT®, l'« emploi » correspond à deux types de mesures :

- Au nombre d'emplois au sein des 378 secteurs qui composent le modèle ;
- À l'équivalence en emplois sur l'année d'un nœud d'échange (initialement mesuré au « prix de base » hors marges, en euros) entre deux secteurs ou acteurs économiques : entreprises, associations, administrations publiques ou ménages.

Consommation intermédiaire / Investissements

Les consommations intermédiaires sont l'ensemble des biens et services (généralement achetés à d'autres entreprises), qui sont détruits ou transformés lors du processus de production ou incorporés au produit. Elles sont très souvent nécessaires à la production. C'est ainsi qu'une entreprise produisant du mobilier aura besoin de bois (matière première incorporée dans le produit) mais aussi d'électricité pour assurer le fonctionnement des machines (dépenses d'énergie détruite au moment de la production) et des services comptables qui disparaîtront également. La valeur ajoutée de l'entreprise sera ainsi égale à la valeur de sa production moins la valeur de ses consommations intermédiaires.

Les investissements sont évalués à travers la notion macro-économique de formation brute de capital fixe (FBCF), constituée par les acquisitions moins cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents. Les actifs fixes sont les actifs corporels ou incorporels issus de processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an.

Dans le modèle LOCAL FOOTPRINT, la matrice des échanges intermédiaires inclut les investissements (FBCF) avec les consommations intermédiaires. Or, comme cela est détaillé dans les limites des TES de l'INSEE (p6 de ce document), de nombreuses dépenses occasionnées par les investissements sont pertinentes afin de représenter fidèlement les circuits économiques.

Concernant les implications sur les résultats, ce choix génère pour certains secteurs des coefficients de conversion de la production en achats supérieurs à 100%.

Ce choix implique aussi une hausse des résultats en absolu par rapport à une matrice sans investissements. En effet, moins de dépenses seraient prises en compte dans la modélisation, donc cela reviendra à estimer moins d'emplois et de PIB soutenus pour un rang donné, ainsi que de plus faibles valeurs d'achats, de masse salariale et de taxes prises en compte au rang suivant ou dans les calculs déduits aux impacts induits.

Cela entraîne aussi une variation dans les secteurs soutenus, avec une plus faible représentation des secteurs dont le chiffre d'affaires provient des investissements d'autres secteurs plutôt que de dépenses courantes.

Ménages / Demande (consommation) des ménages

De manière générale, un ménage, au sens statistique du terme, désigne l'ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté (en cas de cohabitation, par exemple). Un ménage peut être composé d'une seule personne.

La demande des ménages intègre :

- La consommation marchande de biens et des services incluant les investissements (équipements du ménage) et les achats immobiliers ;
- La consommation non marchande : besoins des ménages individualisables pris (partiellement ou totalement) en charge par l'Etat ou les collectivités locales correspondant aux transferts sociaux en nature (éducation, santé, aide au logement, soins médicaux et médicaments remboursés, ...).

A l'instar des entreprises, la demande des ménages différencie le commerce dans lequel l'achat est réalisé (dans ce cas la demande des ménages équivaut à la marge commerciale) des secteurs qui produisent les biens achetés par les ménages (dans ce cas la demande équivaut à la valeur HT du bien acheté – la marge commerciale).

LOCAL FOOTPRINT® permet de modéliser (en France) la demande des ménages en fonction de plusieurs critères socio-démographiques :

- Région d'habitation ;
- Taille et densité du territoire ;
- Catégorie socio-professionnelle ;
- Tranche d'âge ;
- Composition du ménage ;
- Revenus.

Administrations publiques / Demande (consommation) des (services d') administrations publiques

La fonction principale des administrations publiques est de produire des services non marchands ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales. Elles tirent la majeure partie de leurs ressources de contributions obligatoires.

Le secteur des administrations publiques comprend :

- Les administrations publiques centrales ;
- Les administrations publiques locales ;
- Les administrations de sécurité sociale.

La demande des administrations publiques intègre :

- La consommation marchande (valorisé au prix de base et distinguant la production de la marge commerciale éventuelle) de biens et de services incluant les investissements (équipements) des services d'administrations publiques (services de l'Etat, des collectivités locales, Sécurité sociale, agences publiques) ;
- Les investissements publics en BTP/construction : rue, routes, structures de santé, établissements scolaires, structures énergétiques ou de communication, ...